

**RAPPORT N° 01/5-106**  
**au Conseil Municipal**

**OBJET**

**PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC DEM**  
**SUITE A L'ANNULATION DE MARCHES DE FOURNITURES DE MATERIAUX DIVERS**

**MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 00/8-84 DU 14 DECEMBRE 2000**

Par Délibération N° 00/8-84 du 14 décembre 2000, le Conseil Municipal a autorisé la signature de protocoles transactionnels suite à l'annulation des marchés passés pour la fourniture de matériaux divers (classe A - lots 1 à 187) par le Tribunal Administratif en date du 19 avril 2000.

Neuf entreprises étaient concernées dont l'entreprise DEM. Toutefois, avant notification du protocole transactionnel à l'entreprise, une erreur a été constatée au niveau du montant total des factures et de l'indemnité.

Il s'avère que la société DEM, pour la période du 9 avril 1999 au 31 décembre 1999 a livré pour 84 359,03 F TTC de fournitures (cf. annexe) mais non pour 84 362,18 F TTC. Elle a été payée pour 40 823,56 F TTC (cf. annexe 1).

Comme précisé dans la Délibération N° 00/8-84 du fait de l'annulation :

1- Sur le fondement de la répétition de l'indu

La Ville est fondée à réclamer à l'entreprise les sommes déjà versées, soit les 40 823,56 Francs TTC. L'ordonnateur émettra donc un titre de recette relatif à l'ordre de reversement correspondant au montant total des paiements déjà effectués.

2- Sur le fondement de l'enrichissement sans cause

Parallèlement l'entreprise DEM est en droit de réclamer à la Collectivité une indemnité pour les prestations réalisées pouvant correspondre :

→ d'une part, aux dépenses utiles engagées pour les livraisons de fournitures ;

→ et d'autre part, le cas échéant, au préjudice subi par la privation du bénéfice escompté, en raison de la faute de service de la Ville (imprécision de l'avis d'appel public à la concurrence), à l'origine de l'annulation du marché.

- Vu les conséquences de l'annulation du marché ;
- Les motifs de l'annulation ;

L'indemnité a été renégociée comme suit :

→ Dépenses utiles : 82 943,47 F

**RAPPORT N° 01/5-106**

→ Préjudices du fait du retard dans le paiement des fournitures livrées et restées impayées : 1 415,56 F.

Soit : 84 359,03 F TTC

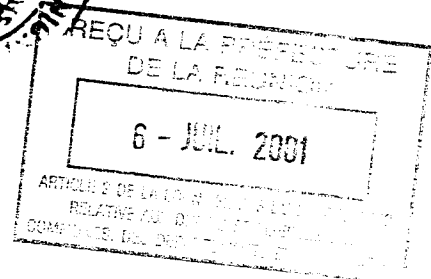
L'ordonnateur devra donc émettre au profit de l'entreprise DEM, un mandat correspondant au montant de l'indemnité requise, (chapitre 67 - Article 678 - autres charges exceptionnelles).

Par conséquent, je vous demande :

- D'approuver les termes et le montant du projet de Convention de transaction à passer avec la société DEM suite à l'annulation du marché de fournitures diverses ;
- De m'autoriser à signer le protocole transactionnel rectifié pour un montant de 84 359,03 F pour la fourniture de matériaux divers.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**POUR LE MAIRE ABSENT  
LE 1<sup>ER</sup> ADJOINT  
Jean-Jacques MOREL**



**DELIBERATION N° 01/5-106  
du Conseil Municipal  
en séance du mardi 26 juin 2001**

**OBJET**

**PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC DEM  
SUITE A L'ANNULATION DE MARCHES DE FOURNITURES DE MATERIAUX DIVERS  
MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 00/8-84 DU 14 DECEMBRE 2000**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les Articles 2044 et suivants du Code Civil ;

Vu les Circulaires des 14 août 1987 et 6 février 1995 ;

Vu la lettre circulaire de la Préfecture du 24 août 2000 relative à l'indemnisation ;

Vu le jugement du Tribunal Administratif de Saint-Denis du 19 avril 2000 ;

Sur le RAPPORT N° 01/5-106 du Maire ;

Vu le Rapport du Maire, présenté au nom de la Commission Finances et Administration Générale ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

**ARTICLE 1**

Approuve les termes et le montant de la Convention de transaction à conclure avec DEM suite à l'annulation du marché passé pour la fourniture de matériaux divers.

**ARTICLE 2**

Dit que les crédits nécessaires au paiement des indemnités seront inscrits au chapitre 67 - Art.678.

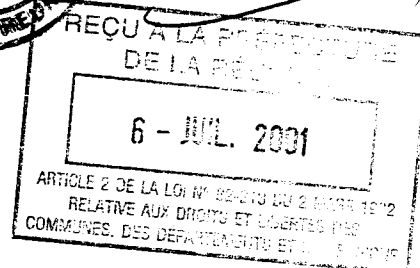
**DELIBERATION N° 01/5-106**

**ARTICLE 3**

Autorise le Maire à signer le protocole transactionnel rectifié, pour un montant de 84 359,03 F.

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Saint-Denis, le 04 JUIL. 2001

**POUR LE MAIRE ABSENT  
LE 1<sup>ER</sup> ADJOINT  
Jean-Jacques MOREL**



# PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

**ENTRE :**

**La Commune de Saint-Denis**, représentée par son Maire en exercice, **M. René-Paul VICTORIA**, autorisé à cet effet par délibération n° du Conseil Municipal en séance du *26 juin 2001*;

*01/5-106*

Ci-après dénommée «la Commune».

**ET :**

L'entreprise **DEM**

Dont le numéro d'immatriculation au RCS est 379 541 154 ;

Domiciliée à 5, Rue des Vavangues – ZAC Finette II – BP 198 - 97493 SAINTE- CLOTILDE Cédex ;

Représentée par **M. GOLFIER Gilles**, dûment mandaté à cet effet ;

Ci-après dénommée «l'Entreprise».

Vu le jugement du Tribunal Administratif en date du 11/05/2000 ;

Vu les articles 2044 et suivants du Code Civil ;

Vu la circulaire du 14/08/87 ;

Vu la lettre circulaire de la Préfecture du 24 août 2000 relative à l'indemnisation ;

Vu la délibération n° 00/8-84 du Conseil Municipal en séance du 14 décembre 2000, rectifiée par la délibération n° du 26 juin 2001 ;

### APRES AVOIR RAPPELE CE QUI SUIIT

Le 9 avril 1999, pour la **fourniture de matériaux divers**, la Commune de Saint-Denis a signé avec l'entreprise **DEM** un marché à bons de commandes portant sur les fournitures suivantes :

| Articles   | Prix Unitaire |
|--|---------------|
| Lot 50 : Lampe 1500 W SONT                         | 102,67        |
| Lot 51 : Boule opale DO 500 NPE de type MAZDA      | 179,57        |
| Lot 55 : Lampe ovoïde 125 W HPL                    | 18,55         |
| Lot 77 : Moulure 20x20x2m                          | 15,48         |
| Lot 82 : Lampe de carrefour type HR E 27 220-240 V | 7,63          |
| Lot 90 : Bloc autonome Réf. 60825                  | 307,35        |
| Lot 107 : Réglette Major 40 W Duo 23661 à grille   | 199,33        |
| Lot 125 : Moulure 40x40x2m                         | 36,77         |
| Lot 145 : Lampe ovoïde 150 W SON                   | 90,27         |
| Lot 151 : Bloc appareillage BAP M 125 type MAZDA   | 248,83        |
| Lot 153 : Lampe de carrefour type HR B22 220-240 V | 8,54          |
| Lot 164 : Câble Torsanyl 2x25                      | 7,57          |
| Lot 183 : Moulure 40x40x2m                         | 36,77         |
| Lot 186 : Interrupteur différentiel 615255 63A 30m | 250,73        |

Par requête en date du 15 septembre 1999, le Préfet de la Réunion a saisi le Tribunal Administratif de Saint-Denis d'une demande en annulation du marché aux motifs notamment que l'avis d'appel public à la concurrence était incomplet au regard de l'article 38-II du code des marchés publics car il ne prévoyait pas le nombre et la consistance des lots de la classe A.

Le Tribunal Administratif, dans son jugement en date du 19 avril 2000, a fait droit à la demande du Préfet et a prononcé l'annulation du marché uniquement pour les lots de la classe A (1 à 187).

Cette annulation a pour conséquences :

- d'une part, de priver rétroactivement de base légale les paiements effectués par la Commune à l'entreprise et d'obliger la commune à réclamer à l'entreprise le remboursement de ces paiements ;
- d'autre part, d'ouvrir à l'entreprise un droit au paiement des dépenses utiles engagées pour la réalisation des prestations exécutées, ainsi que du préjudice qui a résulté pour elle de l'annulation du marché.

Toutefois, l'entreprise avait pourtant déjà procédé pendant la période du 9 avril 1999 au 31 décembre 1999 aux livraisons de fournitures commandées par la ville.

La présente transaction porte donc sur les produits de la classe A en Annexe et a pour objet de préciser contractuellement l'accord global définitif intervenu entre les parties.

### CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

**Article 1** : Sommes versées avant le jugement d'annulation pour les lots de la classe A pour la période du 9 avril 1999 au 31 décembre 1999.

La Commune a payé à l'entreprise, au titre des prestations effectivement exécutées une partie des sommes dues décomposées comme suit :

| FOURNISSEUR | MONTANT PAYE |          | MONTANT MANDATE ANNULE |          | NON PAYE ENGAGEMENT EN COURS DE TRAITEMENT |          | TOTAL CLASSE A LIVRE | TOTAL CLASSE B |
|-------------|--------------|----------|------------------------|----------|--|----------|----------------------|----------------|
|             | CLASSE A     | CLASSE B | CLASSE A               | CLASSE B | CLASSE A                                   | CLASSE B |                      |                |
| DEM         | 40 823,56 F  | -        | 27 627,12 F            | -        | 15 908,35 F                                | -        | 84 359,03 F          | -              |

## Article 2 : Montant de la transaction

Les parties ont effectué conjointement une valorisation des dépenses utiles engagées par l'entreprise au titre desdites prestations.

Cette valorisation des dépenses utiles exposées par l'entreprise au profit de la commune a été fixée à 82 943,47 F.

En outre, considérant que les motifs de l'annulation du marché résultent d'une faute de service commise par la ville, que cette faute de l'administration, en raison de l'illégalité qui en est résultée cause à l'entreprise, dont la responsabilité n'est pas remise en question, un préjudice ; les parties conviennent de fixer d'un commun accord les dédommagements du préjudice à 1 415,56 F.

A ce titre :

### Sur le fondement de la répétition de l'indu

La ville est fondée à réclamer à l'entreprise les sommes déjà versées précisées ci-dessus.

L'ordonnateur émettra donc à l'encontre de l'entreprise DEM un titre de recette relatif aux ordres de reversement correspondants au montant total des paiements déjà effectués, soit de 40 823,56 F.

### Sur le fondement de l'enrichissement sans cause

Parallèlement l'entreprise DEM est en droit de réclamer à la collectivité une indemnité pour les prestations réalisées pouvant correspondre :

- d'une part, aux dépenses utiles engagées pour les livraisons de fournitures ;
- et d'autre part, le cas échéant au préjudice subi par la privation du bénéfice escompté, en raison de la faute de service de la ville, relevant de son entière responsabilité ayant entraîné l'annulation du marché.

Vu :

- Les conséquences de l'annulation du marché ;
- Les motifs de l'annulation ;

Les parties conviennent aux termes des évaluations effectuées d'un commun accord d'arrêter la décomposition de l'indemnité comme ci-dessous :

| Objet du marché                | Dépenses utiles | Préjudices | Montant indemnités |
|--------------------------------|-----------------|------------|--------------------|
| Fourniture de matériaux divers | 82 943,47 F     | 1 415,56 F | 84 359,03 F        |

L'ordonnateur émettra, donc, au profit de l'entreprise **DEM** des mandats de dépenses correspondants au montant total des dépenses utiles et des préjudices subis figurant au tableau.

### **Article 3 : Règlement de la transaction**

**Considérant qu'il résulte de ce qui précède :**

- Que le montant dû à la commune par l'entreprise au titre des paiements reçus et qui ferait l'objet d'un ordre de reversement, s'élève pour le marché à **40 823,56 F** ;
- Que la ville reconnaît avoir bénéficié des fournitures livrées pour un montant de **84 359,03 F** ;
- Que le montant dû à l'entreprise par la Commune au titre des dépenses utiles engagées pour la prise en charge de fournitures de matériaux divers, pour la période du 9 avril 1999 au 31 décembre 1999 et du préjudice subi du fait de l'annulation du marché à régler par l'émission d'un mandat à l'ordre de l'entreprise **DEM** s'élève à **84 359,03 F** ;
- Que l'entreprise **DEM** renonce à exercer toute action contentieuse à l'encontre de la ville afin de mettre en jeu sa responsabilité ;
- Que la ville s'engage à verser à l'entreprise **DEM** une indemnité calculée selon les principes pré-exposés ;
- Que ces concessions réciproques relatives aux fournitures de matériaux divers permettent de prévenir les litiges à naître selon les dispositions de l'article 2044 du Code Civil.

Les parties constatent l'extinction desdites créances réciproques. Elles reconnaissent en outre que cette transaction solde définitivement leurs relations au titre des fournitures précitées.

### **Article 4 : Liste des pièces de la transaction**

- Le présent accord ;
- L'annexe 1 au protocole transactionnel (sommes payées par la ville pour les prestations effectivement exécutées) ;
- L'annexe 2 (montant des indemnités).

### **Article 5 : Autres clauses**

Le présent protocole vaut une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil.

En contrepartie de la bonne exécution de la présente, l'entreprise se déclare satisfaite du règlement qui lui est proposé et renonce à tout recours devant quelque juridiction que ce soit et notamment devant le juge administratif, afin d'obtenir la condamnation de la commune de Saint-Denis à lui verser toute autre indemnité que celle prévue à la présente transaction sur le fondement du marché annulé.

Chacune des parties renonce à toute instance et action au titre des prestations, objet du marché annulé par le Tribunal Administratif.



La Commune de Saint-Denis et l'entreprise **DEM** s'estiment remplies de leurs droits et reconnaissent que la présente transaction a autorité de la chose jugée au sens de l'article 2052 du Code Civil.

La transaction sera transmise à Monsieur le Préfet du Département et de la Région Réunion pour l'exercice du contrôle de légalité, et au Receveur Municipal pour règlement.

Pour la Commune de Saint-Denis

Fait en deux exemplaires  
A Saint-Denis, le  
Pour l'entreprise

**ANNEXE 1**

**ETAT DES FACTURES POUR LES LIVRAISONS DE FOURNITURES DIVERSES  
DU 9 AVRIL 1999 AU 31 DECEMBRE 1999**

| FOURNISSEUR | MONTANT PAYE |          | MONTANT MANDATE ANNULE |          | NON PAYE ENGAGEMENT EN COURS DE TRAITEMENT |          | TOTAL CLASSE A LIVRE | TOTAL CLASSE B |
|-------------|--------------|----------|------------------------|----------|--|----------|----------------------|----------------|
|             | CLASSE A     | CLASSE B | CLASSE A               | CLASSE B | CLASSE A                                   | CLASSE B |                      |                |
| DEM         | 40 823,56 F  | -        | 27 627,12 F            | -        | 15 908,35 F                                | -        | 84 359,03 F          | -              |

A régler dans le cadre du protocole, les factures payées et impayées de la classe A.

Les marchés passés pour les produits de la classe B et C restant valables, ceux-ci sont payés normalement.

ANNEXE 2

**MONTANT DES INDEMNITES DUES SUR LES FACTURES DE LA CLASSE A**

| <b>Fournisseur</b> | <b>Montant Factures<br/>Classe A</b> | <b>Dépenses utiles</b> | <b>Préjudices</b> | <b>Montant<br/>Indemnités</b> |
|--------------------|--------------------------------------|------------------------|-------------------|-------------------------------|
| <b>DEM</b>         | <b>84 359,03 F</b>                   | <b>82 943,47 F</b>     | <b>1 415,56 F</b> | <b>84 359,03 F</b>            |

(\*) établie sur la base des déclarations spécifiques à chaque entreprise (annexe 3) par référence à l'arrêt Commune de Saint-Tropez (95)

Les dépenses utiles représenteraient leur prix de revient (prix d'achat) et frais annexes (livraisons, importation ...)

Le préjudice, les frais de retard, les agios notamment.

MARCHE DE LA VILLE DE ST DENIS ANNEE 1999  
 DETAILS PAR ARTICLES

| FACTURES                 | INDEMNITE    |               |                           |                 |           | MT TOTAL<br>UNITAIRE |
|--------------------------|--------------|---------------|---------------------------|-----------------|-----------|----------------------|
|                          | PRX<br>VENTE | PRIX<br>ACHAT | FRAIS CDE<br>AVION/BATEAU | FRAIS<br>DIVERS | PREJUDICE |                      |
| <b>FACTURES IMPAYEES</b> |              |               |                           |                 |           |                      |
| 15/08/1999 / N° 28153    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 003MAZ048602             | 248,83       | 199,06        | 37,32                     | 12,44           | 23,64     | 272,47               |
| 003MAZ048503             | 179,57       | 143,66        | 26,94                     | 8,98            | 0,00      | 179,57               |
| 30/09/1999 / N° 29396    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 453REH733942             | 18,38        | 14,70         | 2,76                      | 0,92            | 0,00      | 18,38                |
| 30/09/1999 / N° 29398    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 015OSR004850             | 18,55        | 14,84         | 2,78                      | 0,93            | 1,76      | 20,31                |
| 31/10/1999 / N° 30079    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 003MAZ048503             | 179,57       | 143,66        | 26,94                     | 8,98            | 0,00      | 179,57               |
| 015OSR004850             | 16,94        | 13,55         | 2,54                      | 0,85            | 1,61      | 18,55                |
| 003MAZ048602             | 248,83       | 199,06        | 37,32                     | 12,44           | 0,00      | 248,83               |
| 30/11/1999 / N° 30789    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 003MAZ048602             | 248,83       | 199,06        | 37,32                     | 12,44           | 0,00      | 248,83               |
| 003MAZ048503             | 179,57       | 143,66        | 26,94                     | 8,98            | 0,00      | 179,57               |
| 003MAZ048503             | 179,57       | 143,66        | 26,94                     | 8,98            | 0,00      | 179,57               |
| 002FIL324250             | 7,57         | 6,06          | 1,14                      | 0,38            | 0,00      | 7,57                 |
| 30/11/1999 / N° 30787    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 003MAZ048602             | 248,98       | 199,18        | 37,35                     | 12,45           | 0,00      | 248,98               |
| 003MAZ048503             | 179,57       | 143,66        | 26,94                     | 8,98            | 0,00      | 179,57               |
| 015OSR004850             | 16,8         | 13,44         | 2,52                      | 0,84            | 1,60      | 18,40                |
| 30/11/1999 / N° 30788    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 031EUB100950             | 182,03       | 145,62        | 27,30                     | 9,10            | 17,29     | 199,32               |
| 31/01/2000 / N° 32162    |              |               |                           |                 |           |                      |
| REGUL DE TVA             |              |               |                           |                 |           | -35,24               |
| 31/01/2000 / N° 32163    |              |               |                           |                 |           |                      |
| REGUL DE TVA             |              |               |                           |                 |           | -496,42              |
| <b>FACTURES PAYEES</b>   |              |               |                           |                 |           |                      |
| 31/05/1999 / N° 26302    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 03EUE100950              | 182,02       | 145,62        | 27,30                     | 9,10            | 17,29     | 199,31               |
| 30/07/1999 / N° 27827    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 003MAZ002232             | 7,63         | 6,10          | 1,14                      | 0,38            | 0,00      | 7,63                 |
| 31/08/1999 / N° 28555    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 009LEG008630             | 250,73       | 200,58        | 37,61                     | 12,54           | 0,00      | 250,73               |
| 15/09/1999 / N° 28964    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 003MAZ002232             | 7,63         | 6,10          | 1,14                      | 0,38            | 0,00      | 7,63                 |
| 003MAZ039145             | 8,54         | 6,83          | 1,28                      | 0,43            | 0,00      | 8,54                 |
| 15/09/1999 / N° 28962    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 453REH727794             | 7,74         | 6,19          | 1,16                      | 0,39            | 0,00      | 7,74                 |
| 30/09/1999 / N° 29397    |              |               |                           |                 |           |                      |
| 009LEG060825             | 307,35       | 245,88        | 46,10                     | 15,37           | 0,00      | 307,35               |

## MARCHE DE LA VILLE DE ST DENIS ANNEE 1999

| FACTURES                 | FACT<br>TTC      | FACT<br>HT       | INDEMNITE     |                           |                 |           | MT TOTAL         |
|--------------------------|------------------|------------------|---------------|---------------------------|-----------------|-----------|------------------|
|                          |                  |                  | PRIX<br>ACHAT | FRAIS CDE<br>AVION/BATEAU | FRAIS<br>DIVERS | PREJUDICE |                  |
| <b>FACTURES IMPAYEES</b> | <b>43 535,47</b> | <b>42 638,67</b> |               |                           |                 |           |                  |
| 15/08/1999 / N° 28153    | 9 313,25         | 8 816,83         | 7 053,46      | 1 322,52                  | 440,84          | 496,42    | 9 313,25         |
| 30/09/1999 / N° 29396    | 11 028,00        | 11 028,00        | 8 822,40      | 1 654,20                  | 551,40          | 0,00      | 11 028,00        |
| 30/09/1999 / N° 29398    | 406,24           | 371,00           | 296,80        | 55,65                     | 18,55           | 35,24     | 406,24           |
| 31/10/1999 / N° 30079    | 1 899,09         | 1 883,00         | 1 506,40      | 282,45                    | 94,15           | 16,09     | 1 899,09         |
| 30/11/1999 / N° 30789    | 16 540,20        | 16 540,20        | 13 232,16     | 2 481,03                  | 827,01          | 0,00      | 16 540,20        |
| 30/11/1999 / N° 30787    | 858,65           | 855,46           | 684,37        | 128,32                    | 42,77           | 3,19      | 858,65           |
| 30/11/1999 / N° 30788    | 3 490,04         | 3 144,18         | 2 515,34      | 471,63                    | 157,21          | 345,86    | 3 490,04         |
| <b>FACTURES PAYEES</b>   | <b>40 823,56</b> | <b>40 304,80</b> |               |                           |                 |           |                  |
| 31/05/1999 / N° 26302    | 5 979,36         | 5 460,60         | 4 368,48      | 819,09                    | 273,03          | 518,76    | 5 979,36         |
| 30/07/1999 / N° 27827    | 9 338,00         | 9 338,00         | 7 470,40      | 1 400,70                  | 466,90          | 0,00      | 9 338,00         |
| 31/08/1999 / N° 28555    | 7 521,90         | 7 521,90         | 6 017,52      | 1 128,29                  | 376,10          | 0,00      | 7 521,90         |
| 15/09/1999 / N° 28964    | 9 338,00         | 9 338,00         | 7 470,40      | 1 400,70                  | 466,90          | 0,00      | 9 338,00         |
| 15/09/1999 / N° 28962    | 5 572,80         | 5 572,80         | 4 458,24      | 835,92                    | 278,64          | 0,00      | 5 572,80         |
| 30/09/1999 / N° 29397    | 3 073,50         | 3 073,50         | 2 458,80      | 461,03                    | 153,68          | 0,00      | 3 073,50         |
| <b>TOTAL</b>             | <b>84 359,03</b> | <b>82 943,47</b> |               |                           |                 |           | <b>84 359,03</b> |